

DÉCLARATION LIMINAIRE CSAL DU 04/04/2023

Madame la Présidente,

Nous sommes réunis ce 04/04/2023 en CSAL, pour aborder différents sujets dont l'organisation de la campagne IR.

Mais nous ne pouvons débiter cette instance, sans évoquer le sujet qui nous occupe et préoccupe depuis des mois.

Ce mardi 28 mars, À l'appel de l'intersyndicale ce sont plus de deux millions de travailleuses et travailleurs, jeunes et retraités qui se sont mis en grève et ont manifesté. Le monde du travail s'est une nouvelle fois mobilisé dans toute la France de façon massive et déterminée, pour le retrait de la réforme des retraites. La jeunesse a encore une fois été très présente dans les mobilisations.

Après deux mois d'un mouvement social exemplaire et inédit depuis 50 ans, très largement soutenu par la population, et un parcours parlementaire chaotique, l'absence de réponse de l'exécutif conduit à une situation de tensions dans le pays qui nous inquiète très fortement.

En ne répondant pas à la demande de retrait, en usant du 49.3, l'exécutif a fait le choix d'accentuer la crise démocratique et sociale. Pourtant, dès le début, les organisations syndicales et de jeunesse avaient prévenu l'exécutif du risque d'explosion sociale que pouvait provoquer cette réforme injuste, injustifiée et brutale.

Le gouvernement a la responsabilité de garantir la sécurité et le respect du droit de grève et de manifester.

Alors que le calme a toujours caractérisé le mouvement, l'intersyndicale déplore le nombre de blessés.

Depuis des semaines, nos organisations ont fait preuve d'une grande responsabilité. Aujourd'hui encore, nous demandons au gouvernement de prendre la sienne.

L'intersyndicale soutient les mobilisations, manifestations, les actions intersyndicales et grèves qui perdurent depuis janvier. Elle appelle les millions de travailleurs et travailleuses, les jeunes et les retraité.es à continuer de se mobiliser.

Elle appelle à des rassemblements syndicaux de proximité définis localement et à une nouvelle grande journée de grève et de manifestations le jeudi 6 avril partout dans le pays.

Vous allez peut-être nous répondre que c'est un sujet national, qui ne concerne pas la DRFIP21 et pour lequel, vous ne pouvez donner un avis. Et bien si, nous attendons des réponses du représentant de l'état que vous incarnez ici en Côte d'Or. Il n'est plus possible d'entendre toujours les mêmes discours. Nous, agents des finances Publiques de la DRFIP 21, nous subissons les actes injustes d'un gouvernement sourd, aveugle et souvent muet face aux appels des citoyens abîmés par des décisions précarisant de plus en plus la vie de chacun.

Ces décisions sont bien entendu la volonté farouche d'un gouvernement, de décider unilatéralement de faire travailler 2 ans de plus des salariés déjà trop souvent épuisés par leurs conditions de travail qui se détériorent.

Ces décisions politiques ont aussi pour conséquence des suppressions d'emplois chaque année à la DGFIP et par conséquent à la DRFIP21. Ces manques d'effectifs sont criants et tout bonnement remarquables dans de très nombreux services en souffrance. Nous signalons régulièrement que des services sont en grande difficulté et/ou accumulent des retards invraisemblables pour des services des finances publiques (SDIF, SPFE, SIP, PGD, etc.)

Nous vous avons rencontrés, madame la Directrice après votre intronisation.

3 mois et demi après votre arrivée, vous allez rencontrer des agents de ces services. Cela aussi est remarquable à nos yeux. Vous avez assurément rencontré le préfet de région, le Directeur général du Centre Hospitalier Spécialisé (CHS) "La Chartreuse", et autres « grands » de ce monde Côte d'Orien et Bourguignon et pas assez le peuple (agents et contribuables) qui subit les conséquences dévastatrices de la politique actuelle et qui les subira encore plus dans les mois à venir.

Bienvenue en Côte d'Or Madame la présidente au CSAL et Directrice de la DRFIP21

La CGT Finances Publiques 21

Le 04/04/2023